



Anaïs Henneguelle et Arthur Jatteau, *Sociologie de la quantification*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2021, 125 pages

Olivier Standaert

DANS **QUESTIONS DE COMMUNICATION** 2023/1 (N° 43), PAGES 490 À 491
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE**

ISSN 1633-5961

ISBN 9782814305021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2023-1-page-490.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'Université de Lorraine.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Anaïs HENNEGUELLE et Arthur JATTEAU, *Sociologie de la quantification*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2021, 125 pages

Olivier Standaert



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32410>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.32410](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32410)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2023

Pagination : 490-491

ISBN : 978-2-81430-502-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Olivier Standaert, « Anaïs HENNEGUELLE et Arthur JATTEAU, *Sociologie de la quantification* », *Questions de communication* [En ligne], 43 | 2023, mis en ligne le 01 octobre 2023, consulté le 18 octobre 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32410> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32410>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

c'est avant tout s'interroger plus largement sur les valeurs, les pratiques et les conceptions des sciences au sein de notre société.

Emilie Couraud

Aix-Marseille Université, Imsic, F-13005 Marseille, France
emilie.couraud@univ-amu.fr

Anaïs HENNEGUELLE et Arthur JATTEAU, *Sociologie de la quantification*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2021, 125 pages

S'inscrivant pleinement dans une approche constructiviste de l'étude de la fabrication et de l'utilisation des chiffres dans nos sociétés, notamment à des fins de gestion et de prise de décisions dans la chose publique, les auteurs de cet ouvrage offrent un panorama à la fois concret, large et bien étayé des enjeux sociologiques et politiques liés à l'activité de quantification de différents phénomènes sociaux (le chômage, la délinquance, la richesse d'un État, l'opinion publique...). Ce faisant, cette *Sociologie de la quantification* donne au lecteur d'excellentes bases pour engager un travail critique et réflexif, mais aussi méthodologique, sur le poids normatif et prescriptif de la statistique publique (et des chiffres en général), ainsi que des conventions sociales, des opérations de catégorisation et de codage qui président à la production d'indicateurs statistiques proprement dits (p. 36-47).

L'ouvrage d'Anaïs Henneguelle et d'Arthur Jatteau, tous deux maître et maîtresse de conférences en économie (de même qu'en sociologie pour le second), s'organise en cinq chapitres cheminant de manière progressive dans la problématique : en premier lieu, un survol sociohistorique de la quantification en tant que « processus social de mise en nombres d'une réalité » (p. 9), expose la montée en puissance continue de l'État et de la statistique (cette dernière désignant précisément, à l'origine, la « science de l'État »), avec une accélération irréversible au tournant de la crise économique des années 1930, affectant de manière inéluctable les enjeux entourant l'activité de quantification. Le cadre d'analyse de cette sociohistoire permet de rappeler l'héritage majeur des travaux d'Alain Desrosières, abondamment convoqués par les auteurs. On notera un détour fort à propos par les « tribulations de quelques grands concepts statistiques » (p. 22 et sq.) tels que la moyenne et la représentativité (des sondages, notamment). Le deuxième chapitre se révèle l'un des plus instructifs de l'ouvrage. Il aborde frontalement une des raisons d'être de la sociologie de la quantification, à savoir

la construction sociale des chiffres. La mise à l'écart (fréquente) de leur contexte de production, de même que les étapes de leur élaboration, provoque non seulement une forme de réification des produits de la quantification, mais elle autorise aussi ceux qui se servent des chiffres à jouir d'un effet de domination, voire de prescription, dans le débat public : qui oserait remettre en cause l'autorité d'un sondage dit « représentatif » ou de statistiques produites par une institution publique établie depuis des décennies ? Sans jamais entrer dans un excès de suspicion, l'ouvrage interroge de manière raisonnée et exemplifiée le lien entre la statistique et la réalité en cherchant à comprendre « de quoi les chiffres sont-ils le nom ». C'est ici qu'intervient l'argumentaire en faveur de l'approche constructiviste introduite plus haut, capable de questionner les conventions (statistiques ou d'équivalence) qui président à la construction de chiffres dont il s'agit alors de cerner la fiabilité et les limites. Les opérations de catégorisation, de codage et de comptage sont également « déconstruites » au départ d'exemples simples permettant de visibiliser leur influence dans la signification des chiffres établis. Les troisième et quatrième chapitres répondent au même objectif d'exercice de la pratique de la déconstruction de la quantification, d'abord à propos de notions liées à l'économie (produit intérieur brut, indice des prix à la consommation, chômage), ensuite concernant des indicateurs sociaux et démographiques (population, délinquance, chômage). À plusieurs reprises, les conclusions des auteurs résonnent, hélas sans les traiter ni même les évoquer, avec certaines problématiques ayant particulièrement animé les débats au sein de la communauté scientifique, mais aussi au-delà. On pense en particulier aux mécanismes et aux effets de la quantification de la pandémie de Covid-19 au moyen de différents indicateurs (taux de reproduction du virus, décès quotidiens, nombre de lits occupés en USI [unité de soins intensifs], modèles prédictifs, entre autres), qui ont joué un rôle considérable, en France et ailleurs, dans la délimitation du problème de santé publique, le choix des politiques et leur justification/légitimation. Comme le montrent bien les auteurs avec des exemples plus anciens, ces mécanismes ne sont pas neufs mais ils se sont posés de manière très prononcée, ainsi qu'en temps réel, lors de la crise sanitaire, alors que, souvent, les questions relatives à la manière dont les chiffres sont construits, de même que leur utilisation à des fins politiques, ne sont discutées qu'*a posteriori* et au sein de cénacles relativement restreints. Partant du constat que « la quantification joue un rôle politique essentiel » (p. 80), ce qui est difficilement contestable à la lumière des exemples présentés dans l'ouvrage, le cinquième chapitre prolonge précisément les enjeux

de ces intrications entre les statistiques et la politique, en reprenant notamment les travaux d'Alain Supiot sur *La Gouvernance par les nombres* (Nantes, Institut d'études avancées de Nantes, 2015). Ce chapitre permet d'effleurer des enjeux importants liés aux avancées technologiques de la quantification (*big data*, essor de l'intelligence artificielle dans les processus d'analyse et de prises de décision) ainsi que l'impact de certaines modalités gestionnaires fondées sur les chiffres (comme le *benchmarking*) dans la gouvernance publique et d'entreprise.

Si le parcours proposé au fil de l'ouvrage donne un propos clair, structuré et bien documenté des enjeux sociologiques et politiques liés à la quantification, concluant de manière distincte sur les possibilités d'émancipation et d'avancées offertes par la quantification tout comme ses effets pervers, il ne dit que peu de choses sur le renouvellement de ses problématiques. Or, au fil de la lecture, on est conduit à questionner les effets de ces quantifications sur le quotidien des acteurs concernés et les adaptations de ces mêmes acteurs – institutions, entreprises, individus – à ces politiques fondées sur des logiques et arguments statistiques, de même que l'analyse des polémiques et débats nés de certains de leurs excès. C'est alors la question de la régulation de la quantification qui se pose comme objet d'étude. Tout comme le cas de la quantification de la pandémie mériterait assurément une attention particulière, d'autres phénomènes montés en puissance ces dernières années auraient permis de donner à l'ouvrage un ancrage plus en phase avec certains enjeux récents et complexes de la quantification du social et son usage dans le débat sociopolitique, situés au carrefour de plusieurs disciplines : ceci vaut notamment pour l'utilisation/fabrication de chiffres à des fins politiques délibérément mensongères, notamment dans le chef d'élites dirigeantes (comme lors de la campagne de 2016 à propos du Brexit ou au cours de la présidence de Donald Trump entre 2017 et 2021), l'essor des pratiques de *fact-checking* au sein des médias comme témoin de la « manipulabilité » de ces chiffres, le rôle de l'enseignement et d'une littérature des données chiffrées à grande échelle dans une société où les rapports entre réalités quantifiées/objectivées et réalités qualifiées/vécues sont probablement beaucoup plus ambivalents, complexes, voire conflictuels, qu'il n'y paraît. On citera aussi les effets des réseaux socionumériques sur la quantification des discussions et contenus qui y circulent, au moyen de *metrics* à la fois puissants et variés, mais également sur la polarisation de certains débats publics. Dans ce contexte, la relative inefficacité et le caractère instrumentalisés

des données quantifiées dans certains contextes d'interaction fortement polarisés interrogent leur capacité à faire autorité, alors même que l'ouvrage présente ces dernières comme dotées d'un pouvoir de persuasion supérieur à tout autre type de « preuve ». Si de plus en plus de pans de nos vies sont mesurés et quantifiés, c'est-à-dire exprimés par des nombres, ces données ne bénéficient pas de la même autorité, de la même légitimité, ni de la même utilité. Ceci renvoie aux conditions d'une action en dehors du spectre d'une vision élaborée par le quantifié. Car, comme le rappellent les auteurs, « quantifier, c'est toujours choisir ce que l'on compte et comment on compte. Or, ces choix excluent toujours – c'est le propre de la quantification – ce qui ne se compte pas » (p. 104).

Olivier Standaert

Université catholique de Louvain,
Observatoire de recherche sur les médias et le journalisme,
BE-1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve, Belgique
olivier.standaert@uclouvain.be

Sébastien HUBIER, *Pornologie*

Neuilly-lès-Dijon, Éd. Le Murmure, coll. Borderline,
2021, 94 pages

Pornologie est le cinquième livre que publie Sébastien Hubier, agrégé de lettres modernes et maître de conférences en littérature comparée à l'Université de Reims, dans la collection « Borderline » des éditions Le Murmure. Il s'agit d'un essai qui, à bien des égards, prend les atours d'un manifeste pour les *porn studies* – qu'il préfère appeler « pornologie » d'après le néologisme de Gilles Deleuze (p. 8) –, dont il retrace l'histoire au sein du vaste champ critique des *cultural studies* (p. 7-15). Pour ce spécialiste des représentations érotiques et pornographiques, si la pornographie est un « fait social » (p. 75), elle est aussi et surtout une forme culturelle (p. 84), qui a subi de nombreuses mutations depuis ses origines antiques (p. 28-34) jusqu'à sa massification depuis la fin des années 1960 et au début des années 1970 (p. 15-28). Il fait ainsi le lien entre l'évolution de la pornographie et celle des technologies de communication : au cinéma et à la télévision, et surtout aux internets, rappelant que ces derniers regorgent de presque deux milliards de sites et vidéos pornographiques (p. 21-22). S. Hubier parle encore d'une « pornification » de la société qui tend à banaliser la pornographie et à rendre invisibles ses effets sociaux et culturels : « la pornographie serait aujourd'hui tellement acceptée, anonyme et répandue, que nous ne remettons plus en question ses conséquences, alors même qu'elle a disséminé dans toute la culture populaire